

Paradoxes de l'agriculture biologique en France

Plusieurs acteurs français de l'agriculture biologique ou de l'écologie expriment actuellement des craintes sur l'orientation donnée en France (et en Europe) au label « agriculture biologique ». Selon eux, et pour résumer, les pratiques actuelles s'éloignent des valeurs portées par les fondateurs de l'agriculture biologique et il devient essentiel d'identifier les pratiques d'une agriculture écologique par de nouveaux termes et de nouvelles démarches. C'est ainsi que des membres de Nature & Progrès ont initié la certification Neso (Nature, énergie, social, origine, qui formalise les objectifs principaux d'une agriculture écologique auto-contrôlée) et que la revue *L'Écologiste* fait la promotion de « l'agro-écologie » comme alternative à une agriculture biologique qui s'industrialise.

Les enjeux actuels seraient-ils donc de réaffirmer et de renforcer les valeurs agro-écologiques face à la montée d'une agriculture biologique industrielle ? Sans nier la pertinence de cette interrogation, il nous semble que le risque d'un dévoiement de la notion d'agriculture biologique reste limité et surtout que l'enjeu majeur aujourd'hui est, à l'inverse, celui d'un nécessaire « seuil minimal » que doit atteindre l'agriculture

biologique sur le plan économique... et politique !

En premier lieu, il convient de replacer le « bio » en France dans son contexte mondial. Plus de 700 organisations, situées dans 140 pays, sont regroupées dans une fédération internationale, l'Ifoam (*International Federation of Organic Agriculture Movements*). Cette dernière a édicté des « règles de base », reconnues par le *Codex alimentarius*, règles qui définissent les grandes orientations de l'agriculture biologique. Or, même si elles restent souvent très générales, ces règles sont dans la droite ligne des courants fondateurs : inscription de l'agriculture dans les cycles naturels et dans son environnement, autonomie technique et politique des communautés rurales, relocalisation de l'agriculture. Ainsi, non seulement les objectifs politiques les plus radicaux de l'agriculture biologique ne sont pas remis en cause à l'échelle d'Ifoam mais les représentants des organisations agricoles des pays du tiers monde y prennent une place croissante face à l'« agriculture biologique commerciale » de certains représentants européens.

Les faiblesses de la réglementation bio européenne sur la taille des fermes, l'autonomie technique ou les actions environne-

mentales sont néanmoins bien réelles : on peut trouver en Allemagne, en Espagne et même en France des exploitations de très grande taille et inscrites dans des schémas d'exportation et de concentration économique. Cependant, nous devons bien distinguer « l'agriculture biologique » comme mode de production alternatif et innovant présent sur toute la planète et le règlement européen 2092/91, qui ne fait que formaliser ce mode de production en un lieu donné et à une date donnée.

Au-delà des questions qui se posent à l'échelle européenne, le contexte agricole français est très défavorable au développement d'alternatives techniques et économiques. Les acteurs agricoles les plus influents (industries agroalimentaires, syndicalisme majoritaire) évitent, voire empêchent tout questionnement de fond sur les conséquences sociales, environnementales et sanitaires d'une concentration agro-industrielle car ils en sont finalement les bénéficiaires. Face à ces lobbies, les pouvoirs publics sont frileux pour reconnaître l'urgence d'une réorientation de la politique agricole. C'est ainsi que depuis quelques années il n'existe plus de dynamique de développement de l'agriculture biologique en France. Alors qu'elle est plébiscitée par les sociétés civiles et les gouvernements dans la plupart des pays européens (10 % de surfaces en Italie, 5 % en Allemagne)

et dans le monde entier (notamment en tant qu'agriculture vivrière pour des communautés paysannes asiatiques ou sud-américaines), elle stagne en France à moins de 2 % des surfaces. Un taux aussi bas ne permet pas à des petites entreprises de transformation agricole d'atteindre un seuil de rentabilité. À ce niveau, paradoxalement, seuls les grands groupes agroalimentaires peuvent se permettre de dédier des « chaînes » à la transformation biologique grâce notamment... à un regroupement de l'offre à l'échelle nationale voire internationale. On est alors bien loin d'une agriculture biologique territorialisée et autonome ; même s'il existe bien sûr par ailleurs des démarches artisanales locales qui fonctionnent très bien, tout en laissant cependant sur le bord de la route la majorité des consommateurs urbains.

À l'heure actuelle, nous sommes donc confrontés à ce que la Fnab appelle le « paradoxe du sablier » : une production en agriculture biologique inférieure à la demande exprimée... mais un goulet d'étranglement entre la production et la consommation, goulet dû à la faiblesse de la transformation et de la distribution bio. En conséquence, les consommateurs ne trouvent pas les produits qu'ils souhaiteraient alors que certaines filières bio françaises ont des difficultés à écouler leur production ! Malgré tout, la consommation réelle de produits issus de

l'agriculture biologique parvient à augmenter régulièrement, mais cela, au prix d'importations significatives.

Enfin, le poids politique des agriculteurs biologiques dans les instances agricoles départementales ou régionales est beaucoup trop limité pour que les institutions jugent « utile » de tenir compte des orientations prônées par ces derniers. En outre, le manque de moyens des Groupements d'agriculteurs biologiques pour assurer l'accompagnement technique et économique des nouveaux agriculteurs biologiques est préoccupant. Un infléchissement des rapports de force ne pourra donc se faire sans une croissance des surfaces consacrées à la bio ainsi que sans un soutien plus explicite des citoyens. Or, ici encore, ce soutien n'est concevable que si ces consommateurs trouvent en retour une disponibilité suffisante en produits issus de l'agriculture biologique.

Les dangers de l'agriculture chimique industrielle et la crise pétrolière sont trop sérieux pour cantonner l'agriculture biologique à quelques convaincus. Il est urgent de développer une agriculture écologique et ancrée dans ses territoires. Pour cela, l'enjeu n'est pas tant de proposer une énième nouvelle démarche que de renforcer certaines dimensions cruciales de l'agriculture biologique : circuits commerciaux de proximité, autonomie technique et respect de l'environnement.

JACQUES CAPLAT

FÉDÉRATION NATIONALE
D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE